

ICI *et* LÀ-BAS

Bulletin de Solidarité Mondiale a.s.b.l. – chaussée de Haecht, 579 – 1031 Bruxelles – Tél 02 246 38 81 – www.solmond.be

Environnement et transition



**solidarité
mondiale**

ensemble contre l'injustice sociale

BE96-7995-5000-0005

ICI et LÀ-BAS

n°112

Dans ce numéro

ANALYSE

Protéger l'environnement
et assurer des emplois décents

41

ASIE

Inde : l'agriculture biologique
redonne espoir

81

AFRIQUE

Burundi : promouvoir
les emplois verts

101

AMÉRIQUE LATINE

République Dominicaine :
les femmes se lancent dans
l'agriculture écologique

121

PLAIDOYER POLITIQUE

Mettre fin à l'impunité
des multinationales

141

CAMPAGNE

Des achats durables dans nos
organisations et nos entreprises

161

BELGIQUE

Raja, Diane, Sr Valar, Bismo,
André, Anna
Echanges intenses!

171

INTERNATIONALISATION

Plongée au cœur de la
République dominicaine

201



Nos partenaires

SOLIDARITÉ MONDIALE

a pour ambition de renforcer les
mouvements sociaux dans le Sud pour
qu'ils soient acteurs de changement et
agents de développement en faveur de
leur population locale.
Financer ces partenaires là-bas et
sensibiliser ici sur les enjeux Nord-Sud
sont les principaux objectifs de notre
organisation.

SOLIDARITÉ MONDIALE

est l'ONG du Mouvement ouvrier chrétien
et de ses organisations membres :
CSC, ANMC, JOC, VF, EP.

SOLIDARITÉ MONDIALE asbl

Chaussée de Haecht 579
1030 Bruxelles
Tél 02 246 38 81
Fax 02 246 38 85
solidarite.mondiale@solmond.be
www.solmond.be
Cpt : BE 96-7995-5000-0005

Coordination générale

Jennifer Van Driessche

Ont collaboré à ce numéro

Frédéric Bizindavyi, Santiago Fischer,
Nicolas Laermans, Antoinette Maia,
Ilère Ngongang, Stéphanie Vankeer, Mia
Vandenberghé, Jennifer Van Driessche,
Francina Varghese, Bart Verstraeten,
Dieudonné Wamu Oyatambwe

Conception / MEP

Marie-Hélène Toussaint

Photos couverture et sommaire

@Tim Dirven

Impression

Imprimerie Les Editions Européennes

Ici et Là-Bas est imprimé sur
papier recyclé, encre végétale,
en format économique.



LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT .be



N°112
Septembre-October-Novembre-
Décembre 2018
Éditrice responsable : A. Maia
chaussée de Haecht, 579
1030 Bruxelles



■ PAR BART VERSTRAETEN, SECRÉTAIRE POLITIQUE DE SOLIDARITÉ MONDIALE-WSM

Un défi mondial


Les « Objectifs de Développement Durable » (ODD), adoptés en 2015 par les Nations unies, nous obligent à transformer notre monde. Nous devons prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions. Si l'action humaine est à la base de ces changements climatiques, elle doit aussi être à la base des solutions.

Cette prise de conscience est un fil rouge dans le travail de notre organisation. Les mouvements des travailleurs et travailleuses ont l'obligation d'intégrer le respect de l'environnement dans leurs stratégies, car la planète fixe les limites de tout développement durable ! J'espère que les actions concrètes de nos collègues en Afrique, Amérique latine et en Asie présentées dans notre revue, vous serviront de source de motivation et d'inspiration. Ces bonnes pratiques illustrent que le monde du travail est en train de bâtir, pas à pas, le chemin vers des économies à faibles émissions de carbone.

Les personnes en situation précaire sont les plus touchées par les changements climatiques. Face à ce constat, nous défendons aussi que les politiques de protection sociale peuvent à la fois contribuer au renforcement des capacités individuelles pour s'adapter, et à l'atténuation des effets dévastateurs de ces changements.

Enfin, nous devons aussi oser nous regarder dans le miroir et, le cas échéant, intégrer le changement dans nos pratiques et politiques comme organisation. Qu'il s'agisse de

nos bureaux, de notre mobilité ou de nos achats de vêtements, nous nous efforçons de faire des choix qui respectent l'environnement. Avec la volonté de faire mieux, jour après jour, en cohérence.

Le changement climatique est un défi mondial. La réponse doit donc l'être aussi, et les mobilisations atteindre l'échelle internationale. Nous étions très nombreux le 2 décembre à Bruxelles, pour revendiquer la justice climatique lors de la manifestation *#Claim the Climate*. Continuons à nous mobiliser sur cet enjeu vital ! 

Une image...



© WSM

Une citation...

« La Terre ne nous appartient pas : nous appartenons à la Terre. » Marlee Matlin

Protéger l'environnement des emplois décent

Dans le monde, plus de 1,2 milliards d'emplois dépendent directement de la nature et de ses écosystèmes. Les publications récentes du GIEC¹ sur les dérèglements climatiques sont claires : sécheresses, inondations, élévation du niveau des mers et autres phénomènes météorologiques extrêmes vont s'exacerber si nous ne changeons pas nos pratiques. Face à cette urgence, plutôt que de subir, les travailleurs ont décidé de prendre leur destin en main. L'Organisation internationale du travail (OIT) et les mouvements syndicaux de par le monde, moins connus pour leur engagement sur cette question, plaident pour une stratégie de transition équitable.



Août 2018 : la CSC, avec Solidarité Mondiale (WSM), rassemble ses partenaires syndicaux du monde entier au Bénin pour un séminaire sur la transition juste et le développement durable. Au centre du débat : l'élaboration d'une stratégie de transition qui permette de protéger les emplois, les revenus et les moyens de subsistance menacés par les changements climatiques, mais aussi par les politiques vertes qui verront disparaître des milliers d'emplois

dans les secteurs les plus polluants de notre planète. Une stratégie indispensable à mettre en place si l'on prend à la fois le défi global des changements climatiques et celui de la justice sociale à bras le corps.

Les participants de cette rencontre ont ainsi partagé leurs diverses expériences en matière de prise en compte des enjeux environnementaux dans leurs entreprises, mais surtout de création d'emplois alternatifs. Les syndicalistes ont également été inspirés par une visite de terrain au 'Songhai Sustainable Agriculture Research, Training and Production Centre', une coopération de jeunes agriculteurs dirigée par le MTC²,

1. GIEC = Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat

2. MTC = Mouvement des Travailleurs Chrétiens

nt et assurer

PAR SANTIAGO FISCHER



© TIM DIRVEN



© TIM DIRVEN

L'OIT et la transition

L'OIT a adopté en novembre 2015 ses « *Principes directeurs pour une transition juste* », afin de promouvoir le passage à des économies et des sociétés plus écologiques, tout en protégeant les populations au cours de la transition. La protection sociale a été pointée comme un « *instrument indispensable en vue de répondre aux impacts et défis environnementaux de la transition, pour parer aux éventuelles conséquences négatives, en particulier pour les travailleurs largement dépendant des ressources naturelles ou qui font face à des transformations structurelles de grande ampleur* ». ¹

¹ Plus d'informations sur www.ilo.org/global/topics/green-jobs/news/WCMS_423457/lang-fr/index.htm

un de nos partenaires, qui a décidé de remplacer des pesticides par des techniques d'agriculture durable. Ils ont également visité une cimenterie à Cotonou, qui s'attelle à lutter contre l'émission de poussières toxiques qui causent des problèmes sanitaires aux travailleurs et habitants locaux.

En conclusion du séminaire, les syndicats se sont positionnés officiellement pour mettre au cœur de leurs préoccupations la lutte contre le réchauffement climatique, tout en relevant l'énorme défi du maintien des emplois décents, dans un contexte global difficile qui pousse toujours plus les travailleurs vers la précarité. Deux défis difficilement conciliables ?



Pour l'OIT, la lutte contre les changements climatiques peut créer des nouveaux secteurs verts dans nos économies. Il appartient à chaque État de soutenir activement ces secteurs émergents afin de mettre au travail les populations.

Ce n'est pas l'avis de l'OIT, qui souligne avant tout que la lutte contre les changements climatiques peut créer des nouveaux secteurs verts dans nos économies. Il appartient à chaque État de soutenir activement ces secteurs émergents afin de mettre au travail les populations. C'est pourquoi l'OIT s'attelle à la création de fonds et de politiques visant à prêter assistance aux populations dans leur reconversion vers une transition plus juste et durable.

Chine : lutter contre la déforestation sans oublier les travailleurs

L'OIT s'attelle déjà avec succès à traduire en pratique ses intentions ! C'est le cas notamment en Chine, où un programme permet de lutter contre le réchauffement climatique tout en offrant des alternatives durables aux populations en matière d'accès à l'emploi.

La Chine a décidé d'une restriction de la déforestation afin de lutter contre l'érosion et les inondations, coupables de milliers de morts dans les bassins des fleuves Jaune et Yang Tsé. Près d'un million de travailleurs d'entreprises étatiques de déforestation ont perdu leur emploi du fait de cet effort écologique. Grâce au



programme de l'OIT, ces travailleurs ont reçu en retour une aide à la formation professionnelle et au remplacement.

Cette politique écologiste a également affecté les moyens de subsistances de 250 millions de Chinois, résidents des zones rurales. Ils ont donc bénéficié de transferts en espèces pour la réalisation d'activités de conservation forestière, alternatives à la déforestation. Ce programme a déjà permis, outre la protection des forêts existantes, le reboisement de 27 millions d'hectares par les populations elles-mêmes, ce qui, peu à peu, redonne à la forêt son rôle de « piège à carbone », si utile à la subsistance de la Terre !

Néanmoins, l'OIT est consciente que tous les emplois ne pourront être remplacés. Ainsi, ce type de programme propose un accès renforcé à la protection sociale, instrument par excellence pour lutter contre les inégalités et la pauvreté. L'État chinois a pu ainsi proposer des assurances chômage permettant aux populations de rebondir, mais aussi des prestations


de sécurité sociale. En quatre ans, deux-tiers des travailleurs licenciés ont retrouvé un autre emploi ou ont pu bénéficier d'un départ à la retraite dans des conditions décentes³.

Catastrophes climatiques et résilience des populations

Mais il faut aussi pouvoir venir en aide aux populations affectées par les catastrophes engendrées par les changements climatiques. Pour cela, l'OIT soutient également des programmes favorisant la création d'emplois décents et la

l'économie informelle. Ainsi, les populations ont pu s'atteler au nettoyage et à la réparation des infrastructures publiques, au déblayage des canaux et au ramassage et tri des débris. Elles ont ainsi pu participer à la reconstruction de leurs communautés tout en bénéficiant d'un salaire décent. Bien que temporaires, ces revenus ont permis à 45 % des bénéficiaires de créer leur propre emploi durable et de tirer des bénéfices de leur entreprise grâce notamment à une composante formative incluse dans le programme, qui les encourage à utiliser les ressources disponibles localement. Le « DILEEP » prévoit également un accès facilité au crédit.

Le programme a fourni également une protection sociale immédiate aux travailleurs vulnérables, aux chômeurs, aux déplacés et aux survivants. Des assurances maladie, des assurances contre les accidents, et une assistance en matière de sécurité et santé au travail ont été proposées aux personnes. Rien de temporaire dans ce cas-ci, car ces assurances visent à accompagner durablement les citoyens tout au long de leur vie. Le programme joue aussi le rôle d'éveilleur de conscience pour des populations habituellement peu sensibilisées à exercer leur droit à la protection sociale, qui apprennent ainsi qu'elles peuvent accéder à ces mesures.

Si les conséquences des changements climatiques s'avèrent déjà catastrophiques pour certains, la population mondiale se trouve désormais à un tournant qu'il convient de bien négocier si nous voulons éviter le pire. Les travailleurs, syndicats et les organisations internationales ont toutes les cartes en main pour appréhender au mieux les défis qui se présentent à nous. Oui, il est possible de faire face conjointement aux crises écologiques et sociales qui secouent la planète, mais pour cela, il faut oser le développement de solutions innovantes mêlant emplois verts et systèmes de protection sociale efficaces ! 



© WSM

mise en place de systèmes de protection sociale dans différents pays du globe, afin d'augmenter la résistance des populations face à ces phénomènes bien souvent dévastateurs pour leurs milieux de vie.

Ainsi, le programme « DILEEP » (mis en place par l'État mais soutenu financièrement par des donateurs extérieurs comme l'OIT) a permis aux Philippines de se relever après le passage du Typhon Haiyan en 2013. Ce pays asiatique compte parmi les plus vulnérables au monde aux catastrophes climatiques : en moyenne, vingt typhons le frappent chaque année. Couplé au fait que ce pays abrite des inégalités et des écarts de richesses importants, le défi n'en est que plus grand ! D'où l'importance d'anticiper ces chocs, comme le préconise l'OIT.

Lorsque le typhon a touché le pays, 7.000 personnes y ont perdu la vie et près de 5,9 millions de travailleurs ont été affectés. Le « DILEEP »⁴ a permis la création d'emplois d'urgence, notamment destinés aux personnes les plus vulnérables, comme les travailleurs de

3. « Protection sociale et changement climatique. Comment progressent les efforts de conservation des travailleurs et des résidents ruraux chinois ? », BIT, département de la protection sociale. Note complète sur : www.social-protection.org/gimi/RessourcePDF.action?ressource.ressourceId=55022

4. « Protection sociale et changement climatique. Comment les secours d'urgence et une protection durables ont-ils été conjugués après le passage du typhon Haiyan aux Philippines ? », BIT, département de la protection sociale. Note complète à télécharger sur www.social-protection.org/gimi/RessourcePDF.action?ressource.ressourceId=54040

Inde

L'agriculture biologique

Si le contexte est différent, tant les agriculteurs belges qu'indiens connaissent les mêmes difficultés : ils touchent pour leurs produits des prix beaucoup trop bas qui ne leur permettent pas de vivre dignement, et leurs terres sont menacées et polluées par l'industrie. AREDS, partenaire de Solidarité Mondiale (WSM) dans la région du Tamil Nadu en Inde, redonne cependant espoir aux agriculteurs indiens en contribuant au développement d'un modèle alternatif, synonyme de nourriture saine, de hausse de revenus pour les agriculteurs et de renforcement de la position de la femme.

En Inde, l'agriculture est depuis toujours une histoire de femmes. Elles se chargent de l'ensemencement, du désherbage et de la récolte, et s'occupent des animaux. Jusque dans les années 1960, cela se faisait de façon traditionnelle. Les machines n'y avaient que peu leur place. L'agriculture avait pour objectif de satisfaire à ses besoins propres.

Les choses ont nettement changé depuis lors. De nouvelles méthodes de production – plus onéreuses – ont promis plus de bénéfices aux agriculteurs, mais en réalité, les prix des produits agricoles couvrent à peine les frais déboursés. Qui plus est, les nouveaux engrais

chimiques introduits se sont avérés dommageables tant pour les sols que pour la biodiversité et les aliments. Etouffés par les difficultés financières, certains agriculteurs ne voient pas d'autre issue que de se suicider.

S'organiser pour résister

Trop souvent, les agriculteurs désespérés cherchent leur salut dans la vente de leurs terres à l'industrie agroalimentaire, qui les exploite alors pour de la monoculture à grande échelle. C'est ce qu'on appelle l'accaparement des terres. Une situation facilitée en Inde par le fait que ce sont les femmes qui s'occupent des travaux agricoles, alors qu'elles n'ont au-



redonne espoir

PAR MIA VANDENBERGHE ET FRANCIANA VARGHESE

cun droit de décision¹. Ce sont les hommes qui en ont la propriété. Ceux-ci nourrissent un lien moins intense avec la terre. En conséquence, les hommes sont plus prompts que les femmes à vendre.

Fort de son programme agricole, AREDS s'efforce de redonner aux agriculteurs un salaire viable et de conforter les femmes dans leurs droits, de sorte à contrer ce phénomène. AREDS les réunit dans des 'farmers clubs', où ils bénéficient de formations en agriculture biologique et en commercialisation de leurs produits. L'agriculture biologique confère aux produits une valeur ajoutée sur le marché et constitue en outre un signe de résistance contre l'industrie agroalimentaire, en ne faisant pas usage d'engrais chimiques et de pesticides brevetés par des multinationales.

Ferme-pilote biologique


Mais AREDS n'en est pas resté là. Dans un village a été construite une ferme-pilote biologique avec un verger et un potager. Le terrain – une centaine d'hectares de terres industrielles hors d'usage – était considéré comme stérile. AREDS a fait procéder à une analyse du sol, puis a recherché de l'aide auprès d'experts en agriculture. Des arbres fruitiers ont été plantés sur quelque 60 hectares. Trois bassins et deux puits avec pompes collectent l'eau de pluie pendant la mousson. Cela permet de couvrir les besoins en eau durant une bonne partie de la saison sèche. Un nouveau système d'irrigation goutte à goutte fonctionne à l'énergie solaire.

Égalité des genres & renforcement des agriculteurs

L'ensemble de la communauté villageoise a été impliqué dans la construction de la ferme. Sa gestion a été confiée à un groupe de femmes. Elles s'occupent de la fertilisation, se chargent de l'ensemencement, du désherbage et de la récolte, s'occupent des animaux, Des tâches dont elles s'acquittent à merveille avec, à la clé,



une plus grande sécurité alimentaire. Ainsi, les femmes sont mieux considérées et davantage valorisées.

Au sein de la ferme-pilote bio, un nouveau souffle est donné aux cultures traditionnelles. Et le succès est au rendez-vous, ainsi qu'une plus grande sécurité alimentaire et des revenus accrus. AREDS offre une nouvelle dimension au style de vie indien traditionnel en associant de la sorte des objectifs écologiques, économiques et sociaux. Cela se solde d'ores et déjà par de beaux résultats, qui devraient encore s'amplifier à l'avenir. 

1. AREDS=Association of Rural Education and Development Service
2. À l'heure actuelle, les femmes sont 78 % à gagner leur vie grâce à l'agriculture, alors qu'elles ne sont que 1 % à posséder des terres.

Burundi

Promouvoir les emplois

PAR ILÈRE NGONGANG, WSM ET FRÉDÉRIC BIZINDAVYI, COORDINATEUR TECHNIQUE AGAKURA

Le changement climatique affecte la vie des populations ; mais les efforts de lutte contre ce changement peuvent aussi créer des nouveaux secteurs « verts » dans l'économie. Au Burundi, l'association Agakura, partenaire local de Solidarité Mondiale (WSM), promeut l'agriculture familiale écologique pour appuyer les jeunes à se prendre en charge eux-mêmes.

Pour Frère Déogratias, représentant d'Agakura, « *une enquête réalisée sur le terrain a permis de constater que ce sont des pratiques culturelles du paysan qui contribuent à la dégradation de l'environnement sans que personne ne s'en inquiète* ». Après réflexions, des contacts ont été pris avec les ministères impliqués dans la protection de l'environnement, ainsi que ceux de l'agriculture et de l'élevage, pour collaborer à développer un modèle pédagogique de promotion d'une agriculture écologique adaptée en milieu rural.

C'est ainsi que Agakura a créé en 1996 la ferme école de promotion de l'agriculture écologique à Rwesero, dans la province de Gitega. « *Nous avons intégré les techniques de production agricole respectueuses de l'environnement dans nos modules de formation agricoles : l'association d'espèces agroforestières avec les cultures vivrières, association d'espèces agroforestières et le petit élevage, l'utilisation de compost comme fumure pour les plantes, la fabrication d'engrais organique à partir des feuilles de végétaux riches en azote et celle de produits naturels pour la protection des plantes contre les insectes.* » L'accompagnement des lauréats à l'installation, le choix des micro-projets à soumettre aux institutions de micro-finance ou l'octroi de crédits pour l'équipement prend en compte l'intégration de la protection de l'environnement, afin de favoriser l'installation d'entreprises d'économie sociale respectueuses de l'environnement. Grâce à l'appui de Solidarité Mondiale (WSM), ce sont 2.264 jeunes (dont 892 jeunes filles) qui ont été formés en métiers

agricoles et environnementaux aux techniques protectrices de l'environnement.

Le centre de formation bénéficie du soutien de l'Etat à travers les différents ministères en charge du développement du monde rural. Ainsi, le ministère de l'intérieur et de la formation patriotique a octroyé à Agakura un terrain d'exploitation pour la ferme école, alors que les ministères de l'environnement, de l'agriculture et de l'élevage ainsi que celui en charge de la formation professionnelle contribuent à la promotion de l'agriculture écologique et la formation de jeunes.

Plus-value de la ferme-école de Rwesero

Cette expérience de la ferme-école de promotion de l'agriculture écologique démontre qu'il est possible d'allier entrepreneuriat social et

Un bac de collecte des eaux pluviales installé au centre Agakura, une façon de s'adapter aux sécheresses dues aux changements climatiques.



© WSM

verts




© WSM

protection de l'environnement. Le centre de Rwesero est un modèle d'apprentissages pédagogiques des bonnes pratiques d'agriculture biologique, où les bénéficiaires de plusieurs organisations ainsi que les étudiant-e-s viennent apprendre.

Le témoignage de Béatrice Nsenguyumva, cultivatrice, mariée et mère de quatre enfants, rend bien compte de la plus-value de cette ferme-école dans la vie locale : « En 1998, j'ai entendu un communiqué à l'église appelant la jeunesse déscolarisée à fréquenter le centre promu par Agakura pour apprendre des métiers pour l'autopromotion. J'ai donc décidé de m'y

inscrire ; et j'y ai suivi la formation professionnelle focalisée sur les bonnes pratiques en agriculture, élevage, gestion de l'environnement pendant trois ans.

Aujourd'hui, j'ai une exploitation dans laquelle j'ai planté différentes espèces d'arbres en association avec les cultures saisonnières telles que le bananier, le maïs, la pomme de terre, les haricots, ... Je pratique également l'élevage de petit bétail. J'essaie de rentabiliser mon exploitation par la gestion intégrée des productions à travers l'agroforesterie et le recyclage. Les ventes des différents types de produits me permettent de diversifier mes revenus, et de contribuer aux dépenses du ménage : les frais de scolarité et soins de santé, l'habillement et l'amélioration de notre habitation. Après avoir participé à des séances de sensibilisation sur l'assurance maladie, j'ai acheté une carte d'assurance maladie de la mutuelle nationale permettant la prise en charge des membres de ma famille ».

Agakura vise actuellement à favoriser l'installation d'entreprises d'économie sociale respectueuses de l'environnement. Béatrice cherche à agrandir son exploitation et, pour cela, elle épargne régulièrement dans une coopérative, dans l'espoir d'y solliciter un crédit pour étendre son champ. Ces deux exemples montrent bien les perspectives de développement d'activités économiques sur fond de préoccupation environnementale. 

M^{me} Beatrice arrose le compost en tas fabriqué à partir du recyclage des déchets ménagers et matières végétales décomposables collectées dans son exploitation.



© WSM

République Dominicaine

Les femmes se lancent dans

PAR SANTIAGO FISCHER

En République Dominicaine, notre partenaire CONAMUCA-Confederacion Nacional De Mujeres De Campo, soutient plus de 8.000 femmes issues de communautés paysannes afin qu'elles puissent développer en toute autonomie des projets agricoles, d'élevage et commerciaux tout en mettant au centre de leur action l'écologie et le développement durable.



Beata au cœur de son exploitation, où elle a développé une coopérative de production de fromages.

© WSM

Il faut plus d'une heure de route pour rejoindre la localité de Monte Plata depuis Santo Domingo, la capitale. Au fond d'une piste de terre cabossée, Beata Vidal nous accueille dans son conuco¹. Avec sa famille, elle y cultive la yucca, la banane et autre citrons et oranges sur une superficie de quelques ares. Les arbres se dressent fièrement et exposent les fruits prêts à être cueillis, gonflés par le climat tropical favorable des Caraïbes. Beata dispose également d'un petit élevage de cochons, vaches et de poules qui gambadent joyeusement en toute liberté dans l'exploitation. Elle nous fait également visiter sa dernière initiative en date : une coopérative de production de fromages, qu'elle vend sur les marchés locaux. Elle n'est pas la seule à afficher une telle réussite. Dans son village,

ce sont quarante-quatre femmes, toutes soutenues par CONAMUCA, qui ont lancé divers projets.

Une formation complète plutôt que de l'argent

« Conamuca ne leur propose pas un appui financier, mais plutôt une large formation qui va leur permettre d'être actrices de leur destin », nous explique Juana Merced, présidente de l'organisation. Les femmes peuvent en effet se former gratuitement en suivant un cycle éducatif au centre de formation 'Mama Tingó', situé dans les faubourgs de la capitale. « Nous leur enseignons en premier lieu l'égalité entre les hommes et les femmes, car il est essentiel qu'elles prennent conscience qu'elles sont capables d'être autonomes et de lancer leur activité économique ». Elles y apprennent également à gérer leur mini-entreprise et à trouver des fonds via la recherche de micro-crédits.


Conamuca offre aussi un support juridique pour aider les villageoises et leurs familles à récupérer leurs terres, spoliées pendant la dictature de Trujillo et offertes à des généraux qui n'ont pas hésité à y installer des exploitations industrielles de canne à sucre. « La lutte est toujours intense, mais depuis les années nonante, nous arrivons à prouver peu à peu la propriété de ces familles sur leurs terres ancestrales », déclare avec triomphe Juana Merced.

Une formation en agroécologie complète l'offre du cursus. Elle leur permet de prendre connaissance de techniques respectant l'environnement mais aussi de prendre conscience

¹ Lopin de terre où les paysans.ses s'adonnent aux activités agricoles et d'élevage.

l'agriculture écologique

que la transition écologique est un objectif à atteindre. « *Nous voulons produire des aliments biologiques, sans pesticides. Il est hors de question de polluer nos terres et de gaspiller les réserves d'eaux* », tempête Yolanda, jeune paysanne ayant récemment terminé le programme de formation. « *Nous avons vu ce que les exploitations de canne à sucre ont provoqué comme dégâts lors des dernières décennies. Les sols ont été appauvris et les rivières se sont asséchées. Nous voulons un changement de paradigme, qui nous réconcilie avec l'environnement* », continue-t-elle.

Ces femmes se mobilisent aussi politiquement pour s'assurer que leur pays entre sur la voie de la transition. En 2017, le parlement dominicain a voulu approuver une loi obligeant toute exploitation agricole à utiliser des semences de la firme Monsanto. Conamuca et ses 8.000 affiliées se sont coalisées au sein d'une plateforme de la société civile afin d'exiger le retrait du projet législatif. Et avec succès ! Face à la fronde, le gouvernement a gelé la réforme et n'est pas prêt de la ressortir des cartons ! 

Résistance des hommes

Les hommes du village n'ont pas tout de suite accepté la volonté des femmes de s'émanciper, confie Beata Vidal : « *Au début, ils n'étaient pas très contents qu'on revienne des formations de Conamuca avec des projets plein la tête. Ils préféreraient qu'on reste à la maison, à garder les enfants et à faire à manger. Mais petit à petit, en nous soutenant les unes les autres, ils ont dû l'accepter car nous ne leur avons pas laissé le choix ! Maintenant, ils participent avec nous aux activités et ont intégré notre discours ambitieux. Ils acceptent notre autonomie et reconnaissent que nous sommes très fortes lorsqu'il s'agit de négocier* ».



Conamuca propose aux femmes une large formation qui va leur permettre d'être actrices de leur destin.

© WSM



© WSM

Campagne

Mettre fin à l'impunité de

PAR SANTIAGO FISCHER

En octobre 2018, un consortium composé d'ONG et de syndicats belges¹ a lancé un appel à mobilisation² pour que la Belgique s'engage activement en faveur de l'adoption d'un traité international qui vise à mettre fin à l'impunité des entreprises qui se rendent coupables d'abus des droits humains.

Le collectif d'organisations proposait ainsi aux citoyens d'interpeller le Ministre des Affaires étrangères, Didier Reynders. Par cette action, il entendait pousser la Belgique à jouer un rôle de pre-

le film documentaire « Le Souffle volé » afin de sensibiliser les citoyens belges. Cette production raconte une histoire émouvante sur les injustices que subissent des populations affectées par la production de l'amiante, en Belgique et en Inde.



© WSM

Mais cet exemple n'est pas isolé ! Marées noires, effondrements de bâtiments, accaparement de terres, limitations de la liberté syndicale, conditions de travail non décentes, pollution, maladies sont quelques-unes des atteintes avérées aux droits fondamentaux des populations et des travailleurs par des pratiques d'entreprises. De nombreux cas d'abus des droits humains impliquant des entreprises belges et étrangères ont été répertoriés, dans des secteurs sensibles et socialement à risque tels que les industries extractives, la construction, le textile, l'agro-alimentaire, le bois, le dragage ou encore les forêts.

mier plan lors de la session de négociations entre les États qui a eu lieu à Genève du 15 au 19 octobre 2018, au sein du Conseil des Droits de l'Homme des Nations unies.

Dans le cadre de cet appel, les organisations ont proposé des projections-débat en Flandre, à Bruxelles et en Wallonie, montrant

Ces dernières années, le débat sur le respect des droits humains, environnementaux et sociaux a été pris à bras le corps par la com-

1. FIAN, Entraide&Fraternité, Justice et Paix, Solidarité Mondiale (WSM), CNCN-11.11.11, 11.11.11, Broederlijk Delen, ACV-CSC, FTBG-ABVV, CGSLB-ACLVB, MOC, achACT

2. www.reclaimhumanrights.net

es multinationales

munauté internationale. Mais jusqu'à présent, seules des initiatives à caractère purement volontaires ont été adoptées. Insuffisant ! Les abus commis par certaines de ces entités continuent de se multiplier, sans que des voies de recours et d'accès aux réparations justes pour les victimes soient pour autant assurées.


En juin 2014, le Conseil des Droits de l'Homme des Nations unies a adopté une résolution historique qui a ouvert la voie à l'élaboration d'un traité international contraignant visant à protéger les populations des abus commis par des entreprises. Le traité engagerait les États à assurer la primauté des droits humains sur les intérêts économiques ; à contraindre les entreprises transnationales (mais aussi leurs fournisseurs, leurs sous-traitants et leurs filiales) à respecter les droits humains partout où elles opèrent et les tenir juridiquement responsables en cas d'abus ; et enfin, à garantir l'accès à la justice pour les personnes affectées.

À Genève, la Belgique et l'UE se cachent

Lors de la session de négociations au sein du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies, la Belgique et l'Union Européenne ont déçu par leur manque d'engagement.

Les négociations risquent de durer encore longtemps, tant certains États, surtout occidentaux, montrent des réticences à voir aboutir les négociations. En coulisses, il se murmure que l'ambiance des négociations n'est pas au beau fixe, entre l'Equateur, qui assure la présidence du groupe de travail qui doit mener à l'adoption du traité contraignant, et les pays occidentaux.

Mais les négociations ne sont pas rompues...il faudra attendre la cinquième session, qui se tiendra en octobre 2019. Dans l'inter valle, il faudra convaincre les réfractaires du bien-fondé de ce traité.

C'est donc à la société civile de se mobiliser pour faire comprendre aux décideurs politiques qu'une telle impunité n'a plus lieu d'être au XXI^e siècle ! 

Audition parlementaire

Solidarité Mondiale (WSM) fait partie d'une large coalition de la société civile belge regroupant les trois syndicats (CSC, FGTB et CGSLB) et des ONG francophones et néerlandophones. Ces organisations ont fait pression ensemble pour qu'une audition parlementaire soit organisée le 24 octobre dernier, au Parlement fédéral. Cette séance a permis à notre coalition d'exposer ses points de vue, aux côtés d'experts comme Olivier de Schutter (ancien rapporteur ONU pour le droit à l'alimentation), et l'Institut de recherche HIVA. En clôture de la séance, le président de la commission parlementaire « Relations extérieures » a exprimé son souhait que le Parlement se penche dorénavant davantage sur la question afin de pousser la Belgique à s'engager en faveur du traité.



Effondrements de bâtiments, limitations de la liberté syndicale, conditions de travail non décentes, pollution, maladies sont quelques-unes des atteintes avérées aux droits fondamentaux des populations et des travailleurs par des pratiques d'entreprises.

Des achats durables dans nos organisations et nos entreprises

PAR JENNIFER VAN DRIESCHE

Changer le monde et protéger l'environnement passe aussi par l'adaptation de nos comportements au quotidien, comme nos achats. En tant qu'acteurs et acheteurs collectifs, nos organisations, les associations, les entreprises ont un atout significatif entre les mains : leurs achats peuvent en effet avoir un véritable impact sur les pratiques des vendeurs. Dans le cadre de notre campagne #Vêtementsclean, nous avons développé une brochure qui peut les guider dans l'adaptation de leurs pratiques d'achats vers plus de durabilité.

En 2018, notre campagne pour des #Vêtementsclean avait pour objectif de stimuler les équipements éthiques dans le monde du sport. Cela, en plus de notre collaboration de longue durée avec achACT, a stimulé les réflexions au sein du Mouvement ouvrier chrétien et a poussé nombre de citoyens à poser la question des alternatives d'achats.

Le guide « *Comment gérer les achats durables au sein de mon organisation ou entreprise ?* » s'adresse aux acheteurs d'organisations et d'entreprises qui veulent mettre en avant la durabilité sociale lors de leurs achats de vêtements. Il permet aussi aux militants qui souhaitent mettre une politique d'achats durables à l'ordre du jour de la concertation sociale au sein de leur entreprise, de se mettre au travail.

Ce guide explique ce que signifient les achats durables, leur importance et comment procéder pas à pas. Il se focalise sur les achats durables de vêtements. Qui dit achats

durables, dit inciter l'organisation à procéder à l'achat de produits et services présentant le plus faible impact écologique et l'impact économique et social le plus positif (ISO 20400).

Les organisations sociales jouent un rôle important d'exemple. En optant pour l'achat de produits, services et bâtiments durables, elles soutiennent le développement futur de ces marchés.

Un soutien concret

Le guide propose un comparatif des labels et systèmes de management et de certification sur lesquels se reposent les marques. Le guide propose aussi une procédure pour faire évoluer les achats au sein d'une entreprise, ainsi que des adresses concrètes

de fournisseurs qui proposent des marques affiliées à la Fair Wear Foundation. Nous vous recommandons par ailleurs le site www.achact.be/tshirts où vous pourrez trouver un fournisseur et interpellier également le vôtre ! La brochure est disponible sur www.vetementsclean.be/campagne/outils, ou sur demande (02.246.36.71). 



Belgique Raja, Diane, Sister Valar, Bismo, André, Anna... Echanges intenses!

PAR ANTOINETTE MAIA

Le dernier semestre 2018 fut intense en échanges internationaux. En effet, nous avons pu accueillir quelques délégations de partenaires venant d'Asie (pour le Forum des peuples Asie-Europe), d'Indonésie, du Togo et enfin du Sénégal.

Le fait de pouvoir rencontrer et échanger avec quelques-uns de nos partenaires chaque année est fondamental pour se rendre compte des défis communs à relever que ce soit au niveau des revendications de campagne, ou de plaider international, mais aussi pour se renforcer mutuellement dans les actions, dans les formations, dans la sensibilisation.

Dénoncer les pratiques des grandes marques de vêtements

Commençons par le mois de juin, le mois emblématique pour les mordus du foot avec le lancement de la Coupe du Monde. Trois jours avant ce lancement officiel, les protagonistes de la Campagne #Vêtementsclean ont marqué le coup à Liège le 11 juin.

Martua Raja Siregar, représentant de notre partenaire syndical indonésien, KSBSI : « Nous réclamons un Protocole sur les salaires. Les marques doivent modifier leurs pratiques d'achat car celles-ci influencent fortement les conditions de travail. Vu que le coût salarial d'un T-shirt produit en Indonésie s'élève à peine à 1 % du prix total de production, il me semble plus que normal que le coût salarial puisse augmenter un petit peu, non ? Mais les marques de sport refusent pour l'instant de s'engager. »



Raja à Liège, lors de l'action grand public qui précède la Coupe du Monde

Durant une semaine, Raja a été immergé en terre liégeoise dans le cadre de la campagne #Vêtementsclean. Il a pu ainsi rencontrer des délégations syndicales, notamment dans une entreprise textile de la région, auprès desquelles il aura expliqué la réalité et les conditions de travail des Indonésiens et Indonésiennes, en particulier dans le même secteur qu'elles. Et last but not least : une motion pour l'insertion de clauses sociales et environnementales dans les marchés publics d'achat de vêtements de la Ville de Liège a pu être votée grâce à son témoignage et aux revendications portées par les partenaires de la campagne.

AEPF ou le Forum des peuples Asie-Europe

Fin septembre, nous avons eu l'opportunité de rassembler nos partenaires stratégiques du continent asiatique en Belgique en vue de leur participation au XII^e rassemblement de l'Asia-Europe People Forum (AEPF). Cet événement se tenait en amont du Sommet Asie-Europe à Bruxelles en octobre dernier. Pour la première fois, les trois réseaux asiatiques qui travaillent sur la protection sociale, dont celui mis en place par Solidarité Mondiale (WSM), y ont organisé une session commune sur le sujet.

Cette visite en Belgique a donné l'occasion aussi à nos partenaires de participer à d'autres rencontres très importantes comme celle de parlementaires européens. Cet échange fructueux sur la situation des pays asiatiques concernant les droits humains, les accords de libre-échange et la protection sociale a eu lieu avec le Global Progressive Network (GPF), qui rassemble différentes forces progressistes socialistes du continent européen.

Tour de Wallonie pour Diane, du SADD Togo

Octobre a aussi été marqué par la visite d'une jeune femme volontaire et convaincante, Diane Awemounou, responsable du plaidoyer de son association. Le SADD s'investit dans la défense des droits des travailleurs-euses par des actions de sensibilisation, de mobilisation, de plaidoyer et de recherche et ce en complémentarité avec les syndicats du pays.

De Nivelles à Bruxelles, en passant par Namur et Mons, elle a eu l'occasion de découvrir les actions de terrain menées par les organisations du MOC, comme la manifestation organisée en front commun syndical du 2 octobre pour de meilleures pensions, mais aussi de présenter les actions du SADD dans différents lieux, comme au conseil communal de Herenthout qui soutient celles-ci financièrement.

Nos partenaires asiatiques en visite en Belgique ont pu faire des rencontres politiques très importantes.



© WSM

Après un premier refus de visa en 2017, Diane a pu enfin être accueillie et vivre de riches échanges.



Elle a été marquée par la rencontre avec les initiatives d'économie sociale et solidaire mises en place, comme le Perron à Namur, restaurant d'insertion socio-professionnelle, ou des formations d'alphabétisation accompagnées de réflexions sur le fonctionnement de notre société en Hainaut Centre. Le sort des jeunes chez nous aussi la préoccupe beaucoup. Autant les réalités entre le continent africain et le continent européen diffèrent, autant les enjeux et les défis des travailleuses et des travailleurs se rejoignent. Les personnes que Diane a rencontrées ont selon elle maintenant une *« meilleure compréhension des conditions de vie au Togo, pour ceux et celles qui ne les connaissent pas. Ces personnes sont plus aptes, plus solidaires, plus compréhensives de l'importance de la solidarité ! »*

Diane restituera à son retour son vécu dans son organisation, ainsi que les idées nouvelles d'actions que ce séjour lui a inspirées. Cela pourra amener des changements dans leurs façons de faire. A suivre!

Sénégal-Verviers : un nouvel accueil sur le chemin d'une longue collaboration

André Wade et Anna Gueye du GRAIM¹ au Sénégal ont été ravis de leur séjour qu'ils considèrent tous les deux comme ayant été très fructueux à plusieurs égards. D'abord par la diversité des rencontres qu'ils ont pu vivre auprès des organisations du MOC : le travail réalisé avec les sans-papiers, le repair café, rencontre avec un agriculteur, avec les groupes d'apprentissage du français, leur partenaire mutuelliste... Ensuite, par la profondeur des échanges avec les jeunes, les sans-papiers, lors de l'afterwork autour du film *« Malaria Business »*... Ils sont repartis au Sénégal fatigués mais ressourcés. A Verviers, leur séjour laisse également de très belles traces en poursuivant la dynamique internationale lancée dans la région. 

¹ GRAIM= Groupe de Recherche et d'Appui aux initiatives de Développement Endogène



© WSM



© WSM



© WSM

Une belle mobilisation régionale autour de l'accueil d'André (1^{er} à droite) et Anna (4^e) du GRAIM Sénégal.

Regards croisés Belgique–Burkina Faso

Plongée au cœur de la Ré

PAR STÉPHANIE VANKEER ET NICOLAS LAERMANS

Le 8 novembre dernier, un groupe de douze personnes issues du Mouvement ouvrier chrétien (MOC) de Belgique et de mouvements sociaux du Burkina Faso (la CNTB¹, la RAMS², la MUFEDÉ³) décollait vers une destination dite de rêve... la République Dominicaine. Que se cache-t-il derrière les images paradisiaques des cartes postales ? Le groupe allait découvrir les réalités de la population dominicaine et de ses forces vives en partant à la rencontre des organisations sociales partenaires de Solidarité Mondiale (WSM).



Un groupe en immersion

© WSM

Au programme de ce voyage en immersion, quatorze jours de rencontres, de visites de terrain et de témoignages liés au travail d'AMUSOL⁴, de la CASC⁵, de CONAMUCA⁶, de la FEI⁷, du MOSCTHA⁸ et de TURISSOL⁹. Un processus chargé qui les aura fait voyager d'est en ouest, du nord au sud du pays à la découverte des mouvements sociaux, de leurs efforts pour le droit à la protection sociale, la liberté syndicale, le dialogue social, la lutte contre le chômage des jeunes, l'amélioration du statut des femmes, la transition de l'économie informelle vers le formel, les soins de santé, le système de sécurité sociale, l'éducation, la formation professionnelle, etc.

Rencontres bouleversantes avec les migrants haïtiens des bateyes

Formant une même île, Haïti et la République Dominicaine ont pourtant une histoire différente et de grandes disparités socio-économiques, nettement en défaveur d'Haïti, qui ont créé un fossé mais aussi un lien entre les deux pays. Depuis des décennies, la République Dominicaine fait face à des vagues de migrants venus d'Haïti en quête d'une vie meilleure. On compte actuellement plus de 700.000 Haïtiens vivant sur le territoire. Mais dans quelles conditions ?

Après une journée dans le nord du pays au cœur des plantations agricoles, le groupe est allé à la rencontre des migrants haïtiens vi-

publique Dominicaine

vant dans les bateyes : Manolo, N°6 Barahona et La Luisa. Elles s'avèreront parmi les visites les plus marquantes pour les participant-e-s au voyage.

Le mot « *batey* » est le nom donné aux campements mis en place par l'état dominicain dans les zones de production agricoles pour abriter les travailleurs des champs de cannes à sucre. Devenus de véritables bidonvilles, ces villages de baraquements de fortune accueillent, depuis des générations, les travailleurs (coupeurs de cannes à sucre), pour la plupart d'origine haïtienne. Ici, pas d'eau potable, pas d'électricité, mais de gros soucis de santé et d'hygiène, et un virus du SIDA qui fait des ravages.

Depuis la privatisation des entreprises de production dans les années 90, la culture de la canne à sucre a chuté gravement, laissant des zones totalement abandonnées et une situation de grande pauvreté s'installer dans ces régions. Établis depuis parfois plus de 40 ans, voire nés sur place, la plupart des familles de coupeurs sont restées malgré tout, faute de documents d'identité, de travail et donc de moyens de se déplacer. Bien que nées dans ces bateyes, la plupart restent considérés comme Haïtien.ne.s, n'ayant pourtant aucune attache avec Haïti, et possèdent très peu de perspectives d'obtenir des papiers dominicains. Sans véritable statut et oublié(e)s, cette situation leur empêche l'accès aux emplois formels et au système de protection sociale dominicain.

Face à ces constats, le Mouvement socio-culturel pour les travailleurs haïtiens (MOSCTHA) et la Fédération ethnique intégrale (FEI),

deux organisations de la société civiles partenaires de Solidarité Mondiale (WSM), ont entrepris d'aider ces migrants à obtenir des papiers d'identité (aide sous forme juridique), l'accès à l'eau potable, un système de cliniques mobiles, l'installation de latrines ou encore des services funéraires et des cours d'alphabétisation. Leur stratégie passe, entre autres, par la sensibilisation des habitants, la formation et aussi le plaider auprès des autorités dominicaines.

En 2014, lancé dans un programme de régularisation à la suite des luttes menées par ces organisations, le gouvernement a finalement accordé la nationalité à 3.000 migrants seulement, et a permis le renouvellement pour deux ans à peine des cartes de séjour de 250.000 autres, laissant la grande majorité dans l'ignorance de leur sort 'identitaire'.

A notre passage, un homme de plus de 80 ans, habitant du Batey Manolo depuis son enfance, témoignait : « *Un pays qui vous accueille devrait pouvoir vous offrir un avenir mais, moi, j'ai juste coupé de la canne, coupé de la canne, coupé de la canne...* ». Lui et ses confrères et sœurs vivent



Avec ses cliniques mobiles, le MOSCTHA soutient les travailleurs migrants haïtiens, qui vivent dans une très grande précarité.

1. CNCTB= Confédération nationale des travailleurs du Burkina

2. RAMS = Réseau d'appui aux mutuelles de santé

3. MUFEDE= Mutualité "femmes et développement"

4. AMUSSOL = Mutualité des services solidaires

5. CASC = Confederación Autónoma Sindical Clasista

6. CONAMUCA = Confederación Nacional De Mujeres De Campo

7. FEI = Fédération Ethnique Intégrale

8. MOSCTHA = Mouvement socio-culturel des travailleurs haïtiens

9. TURISSOL = l'Agence de tourisme social, solidaire et soutenable, initiative de la CASC

Derrière l'image paradisiaque, une autre réalité moins idyllique...



dans une misère plus qu'extrême (avec environ un dollar par jour pour survivre) et n'ont aucune perspective d'avenir ni pour eux, ni pour leurs enfants. Ils survivent de la solidarité et de la « soupe populaire ». Leurs enfants n'ont pas accès à l'école. Nous sommes repartis complètement bouleversés et déterminés à relayer leurs témoignages.

Un pays contrasté, une arrière scène peu dévoilée !

Cocotiers et plages de sable fin sont souvent les premières images qu'évoque la République Dominicaine. De fait, depuis plusieurs années, le pays a fortement misé sur le tourisme pour gonfler son économie. Un vrai tourisme de masse ! A tel point que ce secteur représente, à l'heure actuelle, presque un quart du PIB et que, proportionnellement à sa taille, le pays serait devenu celui qui génère le plus de bénéfices touristiques dans toute l'Amérique latine.


Ainsi, les chiffres de croissance et de richesse du pays sont poussés à la hausse artificiellement car étant très mal répartis. Comme nous l'a dit un enseignant militant de la CASC de Santiago : « *De l'argent, il y en a en République Dominicaine ; mais c'est de plus d'égalité dont le pays a besoin* ».

Ce développement du tourisme de masse et des possibilités d'emplois concerne principalement une petite partie du pays située à l'ouest de l'île, vers Punta Cana, cette célèbre destination emblématique qui possède même son propre aéroport. Les principaux investisseurs propriétaires, actionnaires et exploitants des hôtels et des plages (souvent privatisées) semblent être principalement des Italiens et des Espagnols (NH Group Hôtel...). Il faut dire que le pays ne manque pas d'attraits pour ces derniers : avantages fiscaux, salaires mensuels autour de 230\$, personnel souriant et professionnel... L'offre touristique y est donc importante, avec de véritables villages hôteliers 'grand luxe' proposant des formules *All-inclusive*. Cependant, dans les coulisses, ce sont de véritables armées de travailleurs, souvent sous-payés, qui s'acharment au service du

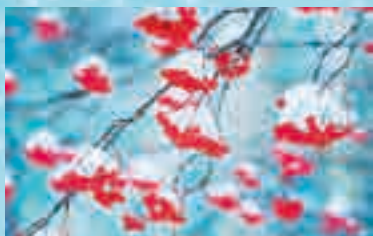
touriste. Certains des plus gros complexes comptent jusqu'à trois mille travailleurs ! L'équivalent d'importants hôpitaux chez nous en Belgique.

On s'en doute, les abords de ces villages hôteliers, où vivent ces travailleurs, font beaucoup moins rêver. À cinq minutes à peine de ceux-ci, ce sont les mêmes quartiers populaires qu'on retrouve également dans l'arrière-pays, avec leurs rues sales et bruyantes à peine goudronnées, sans trottoirs, bordées d'échoppes et d'habitations bricolées et au travers desquels les fils électriques et la circulation anarchique essaient de se frayer un chemin... Des inégalités sociales extrêmes existent dans le pays, d'une zone à l'autre, mais restent invisibles aux yeux des touristes hypnotisés par la beauté des paysages et le luxe des pavillons. Un contraste qui aura choqué, même bouleversé, plus d'un participant du groupe.

Au cours de notre visite dans ces lieux luxueux, notre mission était de nous entretenir avec des délégations syndicales, des travailleurs du secteur touristique: hôtellerie, transports, boutiques d'artisanat, responsables des commerces de plages, ... afin qu'ils elles puissent nous expliquer comment les travailleurs s'organisent et s'unissent pour exiger de meilleures conditions de travail dans ces lieux où l'argent coule à flot! Nos échanges furent très enrichissants. Voir la force des travailleurs parvenus à obtenir quelques privilèges complémentaires nous a émus... Mais la route reste encore longue pour elles.eux...

Un autre aspect lié au tourisme est que les Dominicains, eux-mêmes, faute de moyens et de culture des vacances, pratiquent très peu le tourisme dans leur propre pays ou ailleurs. Partant de ce constat, TURISSOL, une organisation partenaire de Solidarité Mondiale (WSM), s'est lancée dans le développement de cette culture tout en apportant une offre touristique durable et accessible aux familles dominicaines. A l'ombre des grands « tour operators », TURISSOL vise et défend un tourisme à taille humaine pouvant bénéficier plus largement aux communautés locales du pays qui possède bien d'autres richesses naturelles et culturelles que la seule zone de Punta Cana. 





send a wish - make a change

wereldsolidariteit.be  solmond.be

*Commandez vos cartes de vœux dès aujourd'hui,
par email (stephanie.vankeer@solmond.be)
ou par téléphone (au 02/246.38.81),
pour 6 euros/set de 5 cartes.*

*Vous préférez envoyer vos vœux de façon électronique ?
Solidarité Mondiale propose également une plateforme en ligne :
rendez-vous sur <https://solidaritemondiale.voeuxenligne.be/>*

*Nous vous souhaitons une belle année 2019,
engagée et solidaire!*

www.solmond.be • Merci pour vos dons • Numéro de compte : BE96-7995-5000-0005

Solidarité Mondiale dans votre région

Brabant Wallon : Boulevard Fleur de lys 25-1400 Nivelles - 067/21.89.91 • Bruxelles : rue Pléiades 19-1000 Bruxelles - 02/508.89.60 • Charleroi : Boulevard Tirou 167-6000 Charleroi - 071/31.22.56
• Hainaut Occidental : Avenue des États-Unis 10 bte 8-7500 Tournai - 069/88.07.62 • Hainaut Centre : rue Marguerite Benoets, 10-7000 Mons - 065/35.39.63 • Liège : rue Saint-Gilles 29-4000 Liège
- 04/232.61.61 • Luxembourg : rue des Déportés 39-6700 Arlon - 063/21.87.33 • Namur : Place l'Illon 17-5000 Namur - 081/22.68.71 • Verviers : rue du Palais 25-4800 Verviers - 087/33.77.07